



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
Tel : 03 88 13 06 12 - Mobile : 06 61 56 79 52
14, rue du Bataillon de Marche n°24
67050 Strasbourg

Strasbourg, le 30/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EUROGLAS

ZI 68490 Hombourg

Références : 0006700541_2025_12_02_EUROGLAS_VIIC_SUivEch
Code AIOT : 0006700541

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/12/2025 dans l'établissement EUROGLAS implanté ZI 68490 Hombourg. L'inspection a été annoncée le 21/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Faisant suite à la visite d'inspection du 8 décembre 2023, l'exploitant a été mis en demeure par arrêté du 5 février 2024 de se conformer aux dispositions de l'article 71 de l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 et des articles 2.1.3 et 2.3.3 de l'arrêté préfectoral du 27 septembre 2021. Cette mise en demeure, dont les délais sont désormais échus, portent sur la mesure en continu des dioxydes d'azote (NO₂) dans les fumées rejetées, la mise en conformité de la qualité de la mesure en continu des rejets à l'atmosphère du four verrier, les mesures comparatives.

L'objectif de la présente visite est de vérifier les mesures prescrites par mise en demeure.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EUROGLAS
- ZI 68490 Hombourg
- Code AIOT : 0006700541
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas

- IED : Oui

La société EUROGLAS est spécialisée dans la fabrication de verre flotté. Elle exploite, sur son site de Hombourg, un four de fusion d'une capacité de 750 t/j. Au regard de sa capacité de production supérieure à 20 t/j et de la puissance thermique des installations de combustion supérieure à 20 MW, elle est concernée par la directive européenne IED (Industrial Emissions Directive) et la directive Quotas.

Le four de fusion, dont la température est portée à 1500°C, dispose d'un dispositif de traitement des fumées à plusieurs étages par ordre suivant avant rejet à l'atmosphère :

- injection de chaux à l'amont de l'électrofiltre pour abattre les dioxydes de soufre (deSOx) ;
- électrofiltre pour abattre les poussières ;
- injection d'ammoniac (NH3) dans le catalyseur (SCR) pour abattre les oxydes d'azote (NOx).

L'inspection a porté sur le contrôle des rapports relatifs aux rejets du four verrier.

Référentiel réglementaire :

- Arrêté ministériel du 12 mars 2003 relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale ;
- Arrêté préfectoral du 27 septembre 2021 portant autorisation à la société EUROGLAS d'étendre ses installations de fabrication de verre plat à HOMBOURG ;
- Arrêté préfectoral de mise en demeure du 5 février 2024.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Mesures périodiques rejets atmosphériques du four	Arrêté Préfectoral du 27/09/2021, article 2.3.1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mesures en continu des émissions	Arrêté Préfectoral du 27/09/2021, article 2.1.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
2	Programme de surveillance des émissions	Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 71	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Mesures comparatives	Arrêté Préfectoral du 27/09/2021, article 2.3.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
4	Transmissions des résultats d'autosurveillance	Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 71	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
5	Conditions normalisées	Arrêté Préfectoral du 27/09/2021, article 2.1.3	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a déployé un nouvel appareil multi-gaz intégrant la mesure complète des NOx (NO+NO2).

Les procédures qualité sont en place (QAL1, QAL2, QAL3) et le contrôle annuel AST sera réalisé au plus tard en mars 2026 (un an après le premier QAL2). L'exploitant s'approprie les résultats de ces contrôles qualité et une maintenance est réalisée pour assurer des mesures fiables, répétables et reproductibles dans un contexte de suivi continu des résultats de ces contrôles.

La transmission mensuelle par courriel des résultats commentés est effective auprès de l'inspection des installations classées.

L'analyse comparative entre les résultats de l'autosurveillance et l'organisme tiers est réalisée avec une comparaison sur des périodes communes de mesurage.

Les dispositions des articles 2 à 5 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 5 février 2024 sont respectées. Cette mise en demeure peut donc être levée.

Observations /demande à l'exploitant

L'exploitant doit s'assurer que les conditions de fonctionnement pendant les mesures périodiques tierce sont décrites dans le rapport produit.

L'exploitant restera attentif aux futurs résultats de mesures attendus (contrôle inopiné, AST au plus tard en mars 2026, contrôle qualité en continu QAL3). Toute dérive devra faire l'objet d'un diagnostic et d'une action corrective.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesures en continu des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2021, article 2.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Protection de la qualité de l'air

<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 08/12/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 10/08/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>" Les dispositions ci-dessous s'appliquent aux émissions du four de fusion du verre. L'exploitant assure une surveillance du rejet n°1 (Émissions du four de fusion du verre après traitement) dans les conditions suivantes : Paramètres : Débit, Température, O₂, CO, Poussières, Oxydes de soufre, Oxydes d'azote Fréquence : en continu [...]"</p>
<p>Constats :</p> <p>Le constat de la visite du 8 décembre 2023 faisait état d'une mesure uniquement des monoxydes d'azote (NO), sans mesurage (ou via conversion) des dioxydes d'azote (NO₂) afin de disposer des oxydes d'azote NO_x (NO+NO₂).</p> <p>La mesure complète des NO_x est effective depuis février 2025, date de mise en service du nouvel analyseur multi-gaz (AMS). L'équipement dispose d'un convertisseur pour relever le NO₂ quand bien même ce polluant reste minoritaire dans la part des NO_x.</p> <p>N.B : L'exploitant dispose par ailleurs de deux autres analyseurs pour la mesure en permanence des poussières et pour la mesure du débit, la pression et la température (D,P,T).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 2 : Programme de surveillance des émissions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 71</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Protection de la qualité de l'air</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 08/12/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 10/08/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Extrait de l'article 71 de l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 : <i>En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent.[...]</i></p> <p>Extrait de l'article 58 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 [...] <i>II.-Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au</i></p>

Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.

[...]

Constats :

Les appareils de mesure en continu (AMS) doivent répondre à des exigences de performance et de contrôle qualité décrites dans les normes auxquelles renvoie l'arrêté ministériel.

- QAL1 : certification de l'appareil de mesure en continu en vue de vérifier sa conformité à l'exigence d'incertitude
- QAL2 : tests opérationnels pour évaluer la bonne mise en œuvre des appareils de mesure en continu, étalonnage des appareils de mesure en continu par comparaison à une méthode de référence normalisée, et détermination de la variabilité de l'appareil pour valider son aptitude à l'emploi après installation sur le site (c'est-à-dire que l'appareil est apte à mesurer avec une incertitude conforme aux exigences réglementaires)
- QAL3 : vérification de l'absence de dérive et de fidélité des appareils au cours du temps
- AST : test annuel de surveillance de l'AMS pour s'assurer que la fonction d'étalonnage est toujours valide, et que l'aptitude à l'emploi est maintenue.

QAL1 : L'appareil dédié à la mesure D, P, T a été certifié le 13 mars 2021 par l'organisme allemand TUV conformément à la norme NF EN 15 267-3.

L'appareil multi-gaz a été certifié le 26 avril 2024. L'analyseur est installée dans une baie climatisée. La ligne de prélèvement et de conditionnement des gaz est chauffée.

L'appareil dédié à la mesure des poussières, a été certifié le 14 juillet 2021.

L'inspection a contrôlé par sondage, à l'appui des documents de certification de l'appareil, les étendues de mesure de l'appareil multi-gaz en rapport aux valeurs limites d'émission. Ces étendues avec intégration des corrections postérieures (dont teneur en O₂) couvrent les valeurs limites d'émission.

Un plan de maintenance préventif des AMS est rédigé via des fiches procédures. La maintenance comprend des inspections visuelles à fréquence mensuelle, le nettoyage du filtre de ventilation, le nettoyage du tube de Pitot (mesure de la vitesse et débit) et de l'optique pour la mesure des poussières. L'exploitant fait par ailleurs appel au constructeur des AMS annuellement pour le contrôle des cannes et de la boucle d'étalonnage. La dernière intervention a été réalisée le 6 octobre 2025.

QAL2 :

Les tests opérationnels d'étalonnage et de validation de l'automate d'autosurveillance (QAL2) ont été réalisés par un organisme accrédité COFRAC :

- du 10 au 12 mars 2025 pour CO, poussières, SO₂, NO_x, O₂, H₂O et débit ;
- du 23 au 26 juin 2025 pour le débit et la température (contre-mesure).

La procédure QAL2 de mars 2025 s'est appuyée sur 18 séries de mesures d'une durée d'une heure par essai. Ces tests opérationnels concluent en intégrant les valeurs limites réglementaires « *Malgré l'absence de cartographie préalable à l'installation des AMS, il existe une bonne corrélation entre les valeurs des appareils AMS et SRM. L'implantation est donc jugée **satisfaisante**.* ».

En référence à l'observation précédente sur l'étendue des résultats, le rapport QAL2 définit le domaine de validité de l'étalonnage pour les NO_x de 0 à 787 mg/Nm³ sur gaz secs à 8 % O₂. Aussi, la valeur limite en NO_x fixée à 600 mg/Nm³ est bien couverte par ce domaine de validité.

Il a été montré et documenté que l'AMS mesure, pour les gaz, bien «0 » à la concentration « 0 ».
L'implantation des droites d'étalonnage établies lors du QAL2 dans le système de surveillance est effective et implantée depuis la prononciation des résultats. Une seconde implantation a été réalisée le 6 novembre 2025 en référence au QAL2 complémentaire sur les débits et température.

L'inspection s'interroge sur la conclusion de l'organisme de contrôle QAL2 au regard de la valeur de l'ordonnée à l'origine de la droite de régression pour les poussières. L'exploitant déclare que l'organisme a prononcé l'implantation car la norme permet ce type d'écart.

QAL3 :

Trois bouteilles de gaz, avec des compositions comprenant de l'azote, un mélange CO/Nox/propane/CH4 , permettent l'étalonnage de l'analyseur multi-gaz à fréquence hebdomadaire.

Pour les poussières, l'étalonnage est réalisée à fréquence mensuelle.

Ces fréquences respectent les recommandations constructeur des AMS.

Les rapports faisant suite aux derniers contrôles QAL3 du 28 novembre 2025 pour les gaz et 1^{er} décembre 2025 ont été présentés.

Une formation a été dispensée par le constructeur de l'AMS auprès de l'exploitant le 6 octobre 2025. Les cartes de contrôles ont été mises en place le 7 octobre 2025.

L'exploitant a constaté une légère dérive/décalage de la mesure des poussières, faisant suite au nettoyage de l'optique. Le vendeur de l'AMS a été sollicité le 20 novembre 2025 pour un diagnostic.

L'exploitant s'approprie les résultats de ces étalonnages en considérant la variabilité sur plusieurs mesures et non ponctuelle afin d'apprécier toute dérive.

AST : La procédure AST est mise en œuvre annuellement sauf l'année où un QAL2 a été réalisée.
L'exploitant prévoit sa réalisation au plus tard en mars 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au regard des valeurs de la droite de régression (coefficient, ordonnée à l'origine) des poussières, l'exploitant est invité, avec l'appui du constructeur de l'appareil de mesure des poussières et/ou l'organisme de contrôle, à analyser la robustesse et fidélité de la mesure des poussières.

Le retour d'expérience ainsi que le programme de maintenance restent à consolider dans le cadre d'un plan de suivi continu.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Mesures comparatives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2021, article 2.3.3

Thème(s) : Risques chroniques, Protection de la qualité de l'air

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 08/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 10/08/2024

<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>" Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, au moins une fois par an, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci est accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés."</i></p>
<p>Constats :</p> <p>L'autosurveillance est défini par les mesures en continu réalisées à l'aide des AMS par l'exploitant. Ces mesures portent pour rappel sur les paramètres définis à l'article 2.1.3 de l'arrêté préfectoral : Débit, Température, O₂, CO, Poussières, Oxydes de soufre, Oxydes d'azote.</p> <p>Un tableau a été mis en place depuis plusieurs années pour lequel l'exploitant compare les résultats des campagnes périodiques par l'organisme accrédité extérieur et les résultats sur la même période (pluri-)horaire issus des AMS.</p> <p>La comparaison est méthodologiquement juste puisque les résultats de l'AMS n'intègrent pas les incertitudes réglementaires définies par la valeur de l'intervalle de confiance à 95 %.</p> <p>La version du tableau présenté en séance ne comprend pas les paramètres auxiliaires Température et O₂. Ces paramètres sont intégrés indirectement dans les teneurs corrigées des paramètres NO_x, SO_x, CO, poussières.</p> <p>En outre, ce tableau intègre des valeurs d'alerte définies par les incertitudes réglementaires pour conclure sur la mise en place d'actions correctives en cas d'écart trop important.</p> <p>L'exploitant a transmis par courriel du 5 décembre 2025 une version consolidée du tableau comparatif intégrant la température et la teneur en oxygène.</p> <p>Les mesures étant comparées jusqu'à présent aux valeurs des AMS sans intégration de la procédure QAL2 (coefficients), les résultats attendus fin 2025 faisant suite à la dernière campagne seront importants dans cette démarche globale de fiabilisation métrologique.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 4 : Transmissions des résultats d'autosurveillance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 71</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Protection de la qualité de l'air</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 08/12/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 10/08/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Extrait de l'article 71 de l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 :</p> <p><i>En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent.[...]</i></p>

Extrait de l'article 58 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998
[...]

Dès lors que le programme de surveillance prévoit une analyse hebdomadaire ou plus fréquente, ces éléments sont transmis à l'inspection des installations au plus tard le dernier jour du mois qui suit le mois de la mesure. [...]

Constats :

Un rapport est transmis mensuellement par courriel à l'unité départementale du Haut-Rhin de la DREAL.

Ces rapports reprennent l'ensemble des éléments manquants visés par l'inspection le 8 décembre 2023. Sont précisés les concentrations journalières, les flux journaliers, les flux spécifiques (ramenés à la production de verre), les valeurs limites pour les polluants CO, NOx, SO2 et poussières totales.

Comme précisé au point précédent, les résultats des mesures ne soustraient pas d'incertitude réglementaire.

Le suivi des périodes d'indisponibilités du système de traitement des fumées fait également l'objet d'un reporting spécifique. Au jour de la visite (rapport de novembre 2025), la durée cumulée est de 204 h. Fin 2024, le cumul a été de 184 h pour une limite fixée à 250 heures.

Ces documents font par ailleurs l'objet de commentaires sur les dépassements ponctuels, la mention des opérations de maintenance et actions curatives apportées.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Conditions normalisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2021, article 2.1.3

Thème(s) : Risques chroniques, Protection de la qualité de l'air

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 08/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : -
- date d'échéance qui a été retenue : -

Prescription contrôlée :

"Les dispositions ci-dessous s'appliquent aux émissions du four de fusion du verre.

L'exploitant assure une surveillance du rejet n°1 (Émissions du four de fusion du verre après traitement) dans les conditions suivantes :

[...]

Le débit des effluents gazeux, les concentrations et les flux sont rapportés à :

- *des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;*
- *une concentration en oxygène de référence de 8 %."*

Constats :

L'exploitant a justifié sur l'exemple des NOx via les paramètres intégrés dans son système de surveillance des gaz (WEX) le calcul pour rapporter les mesures aux conditions normales de température et de pression :

- les conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) sont définies par défaut ;
- la concentration en oxygène de référence est fixée à 8 %.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Mesures périodiques rejets atmosphériques du four

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2021, article 2.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'air

Prescription contrôlée :

" La surveillance applicable au conduit n°2 (chaudière des autoclaves) est celle de l'arrêté ministériel en vigueur pour ce type d'installation.

Les dispositions ci-dessous s'appliquent aux émissions du four de fusion du verre.

L'exploitant assure une surveillance du rejet n°1 (Émissions du four de fusion du verre après traitement) dans les conditions suivantes :

Tableau polluants /fréquence

Le débit des effluents gazeux, les concentrations et les flux sont rapportés à :

- *des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;*
- *une concentration en oxygène de référence de 8 %.*

Les mesures sont réalisées sur une durée au moins équivalente à deux inversions complètes soit sur une durée minimale de 40 minutes.

Le rapport de la campagne de mesures précise les conditions de fonctionnement du four et de l'installation de traitement des émissions, la proportion des différents constituants du verre. "

Constats :

Les dates des dernières campagnes dite périodique sont : 29 novembre 2023, 9 juillet 2024, 27 novembre 2024 et 19 mai 2025.

La mesure est constituée de trois essais et d'une durée minimale totale de 40mn. Les résultats sont présentés aux conditions de référence visés par l'AP.

Une campagne sous la forme d'un contrôle inopiné avec mandatement par l'inspection d'un laboratoire agréé a été réalisée le 13 novembre 2025. Les résultats, au jour de la visite, ne sont pas encore produits.

La fréquence de surveillance fixée à semestrielle et annuelle pour les métaux est respectée.

L'exploitant doit rester vigilant sur le report dans le rapport des conditions de fonctionnement du four et la proportion des différents constituants du verre. Pour ce dernier, sur le présent site, les constituants sont peu variables d'une fusion à l'autre. Néanmoins, l'information doit être produite et tracée.

Les tonnages reportés dans les rapports de 2024 indiquent une valeur représentative de la production nominale. Le rapport produit suites aux mesures du 19 mai 2025 ne précise pas les conditions de fonctionnement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant produira (ou sera vigilant) à l'intégration des conditions de fonctionnement pendant les mesures. Les informations comporteront le tonnage et les éléments constitutants de la fusion (ou a minima si confidentiel le type/gamme de verre produit).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois